

ACTION URGENTE

DES MILLIERS DE PERSONNES ONT BESOIN D'UNE PROTECTION URGENTE

Quelque 7 000 personnes appartenant aux communautés indigènes et afro-colombiennes de Bojayá, dans le Chocó (ouest de la Colombie) sont exposées au risque de subir des déplacements forcés et de perdre la vie en raison de l'intensification, sur leur territoire, des hostilités entre le groupe de guérilla Armée de libération nationale (Ejército de Liberación Nacional, ELN) et le groupe paramilitaire Forces d'autodéfense Gaitanistas de Colombie (Autodefensas Gaitanistas de Colombia). Les communautés Unión Baquiáza, Unión Cuití, Carrillo, Playita, Mesopotamia et Egoróquera sont en danger. Dans le Chocó, plusieurs dirigeants de communautés ont récemment été assassinés, et les communautés sont constamment menacées par des groupes armés, mais les autorités nationales ne prennent aucune mesure de prévention.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Président de la République de Colombie, Iván Duque
Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-26
Bogotá, Colombie
Courriel : contacto@presidencia.gov.co
Twitter : @IvanDuque

Monsieur le Président de la République,

Je vous écris pour vous faire part de ma grande inquiétude concernant la situation des 7 000 membres des communautés indigènes et afro-colombiennes Unión Baquiáza, Egoróquera, Unión Cuití, Playita, Mesopotamia et Carrillo victimes des affrontements entre les groupes armés qui opèrent à Bojayá, dans le Chocó. Leur situation est extrêmement préoccupante, et il est absolument nécessaire que des mesures soient immédiatement engagées pour empêcher un massacre et des déplacements forcés.

La plupart de ces personnes sont déjà isolées depuis plus d'un an, tentant d'échapper aux conséquences des opérations menées par l'ELN et les Forces d'autodéfense Gaitanistas de Colombie. Durant l'année écoulée, ces groupes armés ont posé des mines antipersonnel, recruté des enfants, assassiné des dirigeants sociaux et assiégé des communautés entières. Il est arrivé que des communautés dénoncent une collusion entre l'un de ces groupes armés et des éléments de l'armée colombienne.

Le climat d'exclusion, d'abandon et d'absence de visibilité de ce territoire, qui découle de la politique des autorités colombiennes, renforce la vulnérabilité de ces communautés, en l'absence de réaction adéquate de la part des institutions de l'État, leur intervention se bornant à une simple riposte militaire.

Je vous demande de mettre immédiatement en place, pour les membres de ces communautés qui sont en danger, un plan de protection exhaustif qui tienne compte de leurs conseils, de leur approbation et de leur participation ; d'enquêter sur toutes les activités illégales de ces groupes armés qui portent atteinte aux droits de ces communautés, et d'en déferer les responsables à la justice. Je vous demande également d'appliquer pour ces communautés les mesures de justice, de réparations et de garanties de non-répétition de ces violations des droits humains.

Veuillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute considération.

COMPLEMENT D'INFORMATION

Partout dans l'État du Chocó, les communautés indigènes et afro-colombiennes ont été victimes de graves violations des droits humains durant le conflit qui continue de sévir en Colombie ; des massacres, des déplacements forcés et d'autres graves violations des droits humains sont perpétrés par la guérilla, les groupes paramilitaires et l'armée.

En 2002, un massacre appelé « *massacre de Bojayá* » a marqué le début d'une des pages les plus violentes de l'histoire de la Colombie, les affrontements entre les FARC et les groupes paramilitaires ayant fait des milliers de victimes. L'inaction de l'État, à l'époque, a été considérée comme un facteur essentiel des conditions ayant favorisé les violations des droits humains subies par les personnes vivant dans les zones touchées par le conflit armé. En 2002, le bureau du médiateur a émis plusieurs alertes, mettant en garde contre l'absence de protection des populations indigènes et afro-colombiennes dans ce secteur, et contre la réaction inadéquate de l'État, qui ont placé ces communautés dans une situation dangereuse.

En 2017, Amnesty International a publié un rapport attirant l'attention sur le climat d'exclusion, d'abandon et d'absence de visibilité de ce territoire, qui découle de la politique des autorités colombiennes et renforce la vulnérabilité de ces communautés, en l'absence de réaction adéquate de la part des institutions de l'État dont l'intervention se borne à une simple riposte militaire.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : espagnol

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 30 mai 2019

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Communautés indigènes et afro-colombiennes de Bojayá (Elles)